

**MAI 1968**

**Témoignage d'Odette Waks**

En mai 68, j'ai 37 ans, mariée à un chercheur syndiqué au S.N.C.S. J'ai deux enfants. Après concours, j'ai été nommée médecin-assistant dans un service de psychiatrie à l'hôpital de Maison-Blanche dans le 93. Je suis alors adhérente au Syndicat des psychiatres des hôpitaux (SPH), plutôt marqué à gauche et qui défendait le service public ainsi que l'obtention d'un statut pour les praticiens hospitaliers.

Quelques mots concernant mes origines :

Je suis issue d'une famille plutôt modeste : père imprimeur chez Chaix, décédé quand j'avais 14 ans ; mère institutrice engagée dans l'A.C.O et plus tard au P.S.U. Elle a élevé seule ses quatre enfants. J'ai fait mes études de médecine grâce à une bourse et de petits boulots. C'est lors d'un remplacement d'un médecin des mines à Douai, que j'ai été mise brutalement devant le caractère tragique de la condition ouvrière de l'époque ; j'ai assisté, impuissante à la mort d'un mineur de 38 ans atteint de silicose. Cette image ne m'a pas quitté ainsi que la réaction de révolte face à une telle injustice. Elle était inacceptable et j'avais décidé de la combattre sans en trouver les moyens à l'époque. La réponse est arrivée 10 ans plus tard...

Début 1968 : « la France s'ennuie » (journal *Le Monde*).

Il se passe quelque chose à Nanterre. Une grève éclate à Saint-Brieuc qui fait la une des journaux ; ça commence à s'agiter à l'hôpital. Je connaissais déjà bien Nono et Lucienne les deux secrétaires C.G.T de l'établissement : on les sentait dans l'expectative, alors que dans les services la tension montait, comme à l'internat, d'ailleurs.

Début mai, une A.G improvisée réunit toutes les catégories de personnel, y compris les médecins : on interpelle vivement les responsables syndicaux. Il faut attendre encore quelques jours l'arrivée de Pajeon, secrétaire fédéral, pour déclencher la grève.

Immédiatement, le comité de grève se met en place assurant la sécurité. On voit alors des internes conduire les chariots de linge et de repas, les médecins les plus à droite appeler à l'insurrection !

Pour la manif du 13 mai, trois cars bondés partiront de l'hôpital. Arrivés à République, nous y resterons jusqu'au soir : des incidents à Denfert bloquent la manif.

Dans les jours qui suivent, je me décide à demander à adhérer à la C.G.T. Je vais voir Nono, qui répond : « ma pauvre Odette qu'est-ce que je vais faire de toi ? » ... Elle avait bien d'autre souci avec toute cette « pagaille » qu'avait mise l'irruption des médecins, plutôt inhabituelle. Au bout de quelques jours elle se résout à appeler la fédé qui propose une rencontre avec Nadaud alors secrétaire fédéral. Je me rends sans Nono, avec un médecin syndiqué, rue Ballu. J'apprends alors l'existence d'un syndicat national : le S.N.C.T.S.

Une première en juin : le mouvement prend une autre allure, j'apprends que le secrétaire du S.N.C.T.S est directeur d'hôpital, que les psychos y sont nombreux et que les quelques médecins sont regroupés en collectif. C'est dans ce collectif que je découvre qu'au flou des attentes de mon syndicat professionnel le S.P.H, s'opposent les revendications bien construites des médecins C.G.T. Mais surtout qu'elles s'inscrivent en lien avec celles des autres catégories. Je commence à saisir que convergence et spécificité sont loin de s'opposer. Je comprends aussi que tout cela repose sur une conception - abstraite pour moi, jusqu'alors -

celle de la lutte contre l'exploitation, terme que j'avais vu jaillir de partout, ces semaines passées et dont je saisis maintenant toute l'actualité.

Ce trajet « politique » va se poursuivre avec ma participation à trois stages : formation permanente avec Y.Bourdon, relations internationales avec P. Ducrocq, activité syndicale avec Bebelmans. Je comprends mieux cette langue qualifiée à tort de « langue de bois » car elle traduit pour moi maintenant la réalité.

Dans le S.N.C.T.S d'abord, l'UFMICT ensuite (créée en 1979) j'ai trouvé ma place ; je m'y suis même sentie bien, au point de pouvoir me manifester en tant que militante C.G.T au sein de l'hôpital; ce qui n'était pas toujours évident, tant dans le service que je dirigeais que dans la C.M.E où je me trouvais face à des collègues, à la fois méfiants et goguenards, se disant « ça lui passera un jour ! »...

Ainsi à partir des années 81, j'ai pris des responsabilités à l'UFMICT : d'abord le collectif médecins, puis, fin 82, pour une courte période, le secrétariat avec J. Dumoutier. J'avais pour cela demandé mon détachement au ministère qui me l'a accordé à mi-temps (une première pour la C.G.T).

Ensuite, revenue à plein-temps sur mon poste, j'ai défendu à la C.M.E avec le SMICT de Ville-Evrard, la titularisation des psychologues vacataires : la totalité de ceux qui l'avaient demandé l'ont obtenu.

Jusqu'à ma retraite en 1998, j'ai continué à essayer de concilier ma responsabilité de chef de service et mon activité syndicale : parfois une vraie gageure ! Quand le directeur me disait « alors quelle casquette portez-vous aujourd'hui Madame Waks ? » dans mon fort intérieur je lui répondais : les deux, mon colonel...

Pour conclure :

L'intérêt du travail se conjuguant avec une activité syndicale, ouvertement revendiquée, firent de cette partie de ma vie professionnelle une période de satisfaction et d'échanges fraternels.